

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201127]

26 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la collecte de données en vue de permettre le calcul de l'allocation des quotas à titre gratuit à chaque exploitant pour la période 2013-2020

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, l'article 3, remplacé par le décret du 21 juin 2012, et l'article 5/4, inséré par le décret du 21 juin 2012 et modifié par le décret du 24 octobre 2013;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la collecte de données en vue de permettre le calcul de l'allocation des quotas à titre gratuit à chaque exploitant pour la période 2013-2020;

Considérant la décision 2014/9 de la Commission du 18 décembre 2013 modifiant les Décisions 2010/2/UE et 2011/278/UE établissant la liste des secteurs et sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de fuite de carbone;

Vu l'avis 2014/000986 donné par la Cellule autonome d'avis en Développement durable le 10 avril 2014;

Vu l'avis 56.320/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 juin 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 23 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la collecte de données en vue de permettre le calcul de l'allocation des quotas à titre gratuit à chaque exploitant pour la période 2013-2020, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2012, est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Afin d'offrir un degré élevé de certitude, l'exploitant démontre au vérificateur que :

1^o les paramètres communiqués sont exempts d'incohérences;

2^o la collecte des paramètres a été effectuée conformément aux normes ou orientations applicables;

3^o les registres correspondants de l'installation sont complets et cohérents.

L'accréditation du vérificateur est celle visée par le Règlement (UE) n° 600/2012 de la Commission du 21 juin 2012 concernant la vérification des déclarations d'émissions de gaz à effet de serre et des déclarations relatives aux rapports tonnes-kilomètres et l'accréditation des vérificateurs conformément à la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, et son champ d'accréditation contient au minimum le groupe d'activités, visé à l'annexe I^{re} du Règlement n° 600/2012, correspondant à l'activité menée par l'exploitant pour lequel le vérificateur procède à la vérification des données.

En plus des exigences définies dans le règlement n° 600/2012, le vérificateur respecte les exigences minimales visées dans l'annexe 4. ».

Art. 2. A l'article 24 du même arrêté, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 3. Dans le même arrêté, sont insérés les articles 28/1 et 28/2 rédigés comme suit :

« Art. 28/1. L'exploitant utilise, pour communiquer les données visées aux articles 24, 27 et 28, le formulaire fixé par le Ministre qui a le Climat dans ses attributions et disponible sur la plateforme électronique « ETSWAP » de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat.

Art. 28/2. Dans le cadre de la préparation des décisions du Gouvernement visées aux articles 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5, alinéa 1^{er}, 5/1, alinéa 1^{er}, 5/2, § 1^{er} et § 2, alinéa 3 et 5/3, alinéa 1^{er}, du décret, le président de l'organe de direction de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat ou son délégué est chargé des négociations avec la Commission européenne. ».

Art. 4. Dans l'article 30 du même arrêté, les mots « de l'environnement » sont remplacés par les mots « qui a le Climat dans ses attributions ».

Art. 5. § 1^{er}. Dans l'annexe 1^{re} du même arrêté, modifiée par l'arrêté du 13 décembre 2012, au point 1, les rubriques correspondant aux référentiels de produits « Plâtre » et « Gypse secondaire sec » sont respectivement remplacées comme suit :

Référentiel de produit	Définition des produits inclus	Définition des procédés et émissions inclus (limites du système)	Exposition au risque de fuite de carbone conformément à la Décision 2010/2/UE pour les années 2013 et 2014	Valeur du référentiel (quotas/tonne)
Plâtre	Plâtres constitués de gypse calciné ou de sulfate de calcium (y compris pour utilisation dans la construction, l'apprêt des tissus ou du papier, la dentisterie et l'assainissement des terres), en tonnes d'hémihydrate de sulfate de calcium ("plâtre de Paris"). Le plâtre Alpha n'est pas visé par ce référentiel de produit	Sont inclus tous les procédés directement ou indirectement liés aux phases de production : broyage, séchage et calcination	oui	0,048

Référentiel de produit	Définition des produits inclus	Définition des procédés et émissions inclus (limites du système)	Exposition au risque de fuite de carbone conformément à la Décision 2010/2/UE pour les années 2013 et 2014	Valeur du référentiel (quotas/tonne)
Gypse secondaire sec	Gypse secondaire sec (gypse synthétique, qui est un sous-produit recyclé de l'industrie électrique, ou matériaux recyclés provenant des déchets de construction et de la démolition), exprimé en tonnes de produit	Sont inclus tous les procédés directement ou indirectement liés au séchage de gypse secondaire	oui	0,017

§ 2. Dans l'annexe 1^{re} du même arrêté, modifiée par l'arrêté du 13 décembre 2012, au point 2, la rubrique correspondant au référentiel de produit « plaques de plâtre » est remplacée comme suit :

Référentiel de produit	Définition des produits inclus	Définition des procédés et émissions inclus (limites du système)	Exposition au risque de fuite de carbone conformément à la Décision 2010/2/UE pour les années 2013 et 2014	Valeur du référentiel (quotas/tonne)
Plaques de plâtre	Ce référentiel de produit vise les plaques, feuilles, panneaux, carreaux, les articles similaires en plâtre ou les compositions à base de plâtre, (non) revêtues ou renforcées avec du papier ou du carton, à l'exception des articles agglomérés ou ornés avec du plâtre (en tonnes de plâtre). Les plaques de plâtre fibrées à haute densité ne sont pas visées par ce référentiel de produit	Sont inclus tous les procédés directement ou indirectement liés aux phases de production : broyage, séchage, calcination et séchage des plaques. Pour déterminer les émissions indirectes, seule la consommation électrique des pompes à chaleur mises en œuvre dans la phase de séchage est prise en compte	Oui	0,131

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 4 rédigée comme suit :

« Annexe 4. Exigences minimales applicables aux vérificateurs.

1^o le vérificateur a une bonne connaissance :

a) des dispositions de la Décision 2011/278/UE de la Commission du 27 avril 2011 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit conformément à l'article 10*bis* de la Directive 2003/87/CE, ainsi que des normes et orientations utiles;

b) des exigences législatives, réglementaires et administratives applicables aux activités faisant l'objet de la vérification;

c) de l'élaboration de toutes les informations relatives à chaque paramètre ou à chaque source d'émission présente dans l'installation, notamment aux stades de la collecte, de la mesure, du calcul et de la communication des données;

2^o le vérificateur a planifié et exécuté la vérification avec une attitude de scepticisme professionnel consistant à reconnaître que, dans certaines circonstances, il se pourrait que les informations et les données communiquées contiennent des inexactitudes significatives;

3^o le vérificateur n'a validé les paramètres communiqués que lorsque ces paramètres offraient un degré élevé de certitude. Pour parvenir à ce degré élevé de certitude, l'exploitant doit satisfaire aux exigences de l'article 23, alinéa 3;

4^o le vérificateur a commencé le processus de vérification par une analyse stratégique de toutes les activités concernées menées dans l'installation et dispose d'une vue d'ensemble de toutes les activités et de leur importance aux fins de l'allocation;

5^o le vérificateur a tenu compte des informations figurant dans l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre ou dans les autres autorisations environnementales pertinentes, comme le permis d'environnement ou le permis unique, le cas échéant délivré en vertu de la Directive 2010/75/UE, en particulier lors de l'évaluation de la capacité installée initiale des sous-installations;

6^o le vérificateur a analysé les risques inhérents et les risques de contrôle liés à l'étendue et à la complexité des activités de l'exploitant et aux paramètres d'allocation qui pourraient entraîner des inexactitudes significatives, et a établi un plan de vérification à la suite de cette analyse de risques;

7^o le vérificateur a procédé à une visite du site, le cas échéant, afin de contrôler le bon fonctionnement des compteurs et des systèmes de surveillance, de mener des entretiens et de recueillir suffisamment d'informations et d'éléments de preuve. Si le vérificateur a jugé inutile de procéder à une visite du site, il doit être en mesure de justifier pleinement sa décision auprès de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat;

8^o le vérificateur a mené à bien le plan de vérification en recueillant les données, y compris les éventuels éléments utiles complémentaires, qui serviront de base à son avis, au moyen des procédures d'échantillonnage, tests de cheminement, analyses documentaires, procédures d'analyse et procédures d'examen des données prévus;

9° le vérificateur a demandé à l'exploitant de fournir les données manquantes ou de compléter les chapitres manquants des journaux d'audit, d'expliquer les variations apparaissant dans les paramètres ou les données d'émission, ou de revoir les calculs, ou d'ajuster les données communiquées;

10° le vérificateur a préparé un rapport de vérification interne. Le rapport de vérification contient les éléments indiquant que l'analyse stratégique, l'analyse des risques et le plan de vérification ont été menés de manière exhaustive et fournit suffisamment d'informations pour étayer l'avis. Le rapport de vérification interne doit également faciliter l'évaluation potentielle de la vérification par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat et l'organisme d'accréditation;

11° le vérificateur s'est prononcé sur la présence d'inexactitudes significatives dans les paramètres communiqués, ainsi que sur l'existence d'autres éléments décisifs pour l'avis, sur la base des constatations figurant dans le rapport de vérification interne;

12° le vérificateur a présenté la méthode de vérification, les constatations qu'il a faites, et l'avis auquel il est parvenu, dans un rapport de vérification adressé à l'exploitant, que celui-ci doit soumettre à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat. ».

Art. 7. Le Ministre qui a le Climat dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 février 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/201127]

26. FEBRUAR 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 über die Datenerhebung zwecks der Berechnung der kostenlosen Zuteilung der Zertifikate an jeden Anlagenbetreiber für den Zeitraum 2013-2020

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen, Artikel 3, ersetzt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, und Artikel 5/4, eingefügt durch das Dekret vom 21. Juni 2012 und abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 über die Datenerhebung zwecks der Berechnung der kostenlosen Zuteilung der Zertifikate an jeden Anlagenbetreiber für den Zeitraum 2013-2020;

In Erwägung des Beschlusses 2014/9 der Kommission vom 18. Dezember 2013 zur Änderung der Beschlüsse 2010/2/EU und 2011/278/EU zur Festlegung eines Verzeichnisses der Sektoren und Teilsektoren, von denen angenommen wird, dass sie einem erheblichen Risiko einer Verlagerung von CO₂-Emissionen ausgesetzt sind;

Aufgrund des am 10. April 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. 2014/000986 der autonomen Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung;

Aufgrund des am 4. Juni 2014 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 56.320/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 23 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 über die Datenerhebung zwecks der Berechnung der kostenlosen Zuteilung der Zertifikate an jeden Anlagenbetreiber für den Zeitraum 2013-2020, abgeändert durch den Erlass vom 13. Dezember 2012, wird durch drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Um einen hohen Grad an Sicherheit zu bieten, weist der Anlagenbetreiber der Prüfstelle nach, dass:

1° die mitgeteilten Parameter schlüssig sind;

2° die Parameter nach Maßgabe der geltenden Standards und Leitlinien erhoben wurden;

3° die einschlägigen Aufzeichnungen der Anlage vollständig und schlüssig sind.

Die Akkreditierung der Prüfstelle ist diejenige, die in der Verordnung (EU) Nr. 600/2012 der Kommission vom 21. Juni 2012 über die Prüfung von Treibhausgasemissionsberichten und Tonnenkilometerberichten sowie die Akkreditierung von Prüfstellen gemäß der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates erwähnt ist, und ihr Akkreditierungsbereich muss mindestens die in der Anlage I der Verordnung Nr. 600/2012 angeführte Tätigkeitsgruppe umfassen, die der von dem Anlagenbetreiber, für den die Prüfstelle die Daten prüft, ausgeführten Tätigkeit entspricht.

Zusätzlich zu den Anforderungen der Verordnung Nr. 600/2012 erfüllt die Prüfstelle die in der Anlage 4 erwähnten Mindestanforderungen.“.

Art. 2 - In Artikel 24 desselben Erlasses wird Absatz 3 außer Kraft gesetzt.

Art. 3 - In denselben Erlass werden die Artikel 28/1 und 28/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 28/1 - Um die in den Artikeln 24, 27 und 28 genannten Daten mitzuteilen, verwendet der Anlagenbetreiber das Formular, das von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, festgelegt wurde und das auf der elektronischen Plattform „ETSWAP“ der „Agence wallonne de l'Air et du Climat“ verfügbar ist.

Art. 28/2 - Im Rahmen der Vorbereitung der Beschlüsse der Regierung, die in Artikel 4 § 1 Absatz 1, Artikel 5 Absatz 1, Artikel 5/1 Absatz 1, Artikel 5/2 § 1 und § 2 Absatz 3 und Artikel 5/3 Absatz 1 erwähnt sind, wird der Vorsitzende des Direktionsorgans der „Agence wallonne de l'Air et du Climat“, oder sein Vertreter, mit den Verhandlungen mit der Europäischen Kommission beauftragt.“.

Art. 4 - In Artikel 30 desselben Erlasses werden die Wörter "für Umwelt" durch ", zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört" ersetzt.

Art. 5 - § 1. In der durch den Erlass vom 13. Dezember 2012 abgeänderten Anlage 1 desselben Erlasses werden in Punkt 1 die Rubriken, die den Produkt-Benchmarks "Gips" und "Getrockneter Sekundärgips" entsprechen, folgendermaßen ersetzt:

Produkt-Benchmark	Einbezogene Produkte	Einbezogene Verfahren und Emissionen (Systemgrenzen)	Für die Jahre 2013 und 2014 festgestelltes Risiko der Verlagerung von CO ₂ -Emissionen gemäß dem Beschluss 2010/2/EU	Benchmarkwert (Zertifikate/t)
Gips	Gips aus gebranntem Gipsstein oder Calciumsulfat (einschließlich für Bauzwecke, zum Appretieren von Geweben und Papier, für zahnärztliche Zwecke und für die Bodenmelioration) in Tonnen Stuckgips. Alpagips fällt nicht unter diese Benchmark	Einbezogen sind sämtliche Prozesse, die direkt oder indirekt mit den Produktionsschritten Zermahlen, Trocknen und Brennen in Zusammenhang stehen	Ja	0,048
Getrockneter Sekundärgips	Getrockneter Sekundärgips (synthetischer Gips, der als recyceltes Nebenprodukt der Stromindustrie oder als Recyclingmaterial aus Bauabfällen und -schutt anfällt), ausgedrückt in Tonnen des Produkts	Einbezogen sind sämtliche Prozesse, die direkt oder indirekt mit dem Trocknen von Sekundärgips in Zusammenhang stehen	Ja	0,017

§ 2. In der durch den Erlass vom 13. Dezember 2012 abgeänderten Anlage 1 desselben Erlasses wird in Punkt 2 die Rubrik, die der Produkt-Benchmark "Gipskarton" entspricht, folgendermaßen ersetzt:

Produkt-Benchmark	Einbezogene Produkte	Einbezogene Verfahren und Emissionen (Systemgrenzen)	Für die Jahre 2013 und 2014 festgestelltes Risiko der Verlagerung von CO ₂ -Emissionen gemäß dem Beschluss 2010/2/EU	Benchmarkwert (Zertifikate/t)
Gipskarton	Die Benchmark umfasst Platten, Tafeln, Dielen, Fliesen und dergleichen aus Gips oder aus Mischungen auf der Grundlage von Gips, (nicht) mit Papier oder Pappe überzogen oder verstärkt, ausgenommen gipsgebundene, verzierte Waren (in Tonnen Stuckgips). Hochdichte Gipsfaserplatten fallen nicht unter diese Produkt-Benchmark	Einbezogen sind sämtliche Prozesse, die direkt oder indirekt mit den Produktionsschritten Zermahlen, Trocknen, Brennen und Trocknen des Kartonmantels in Zusammenhang stehen. Für die Bestimmung der indirekten Emissionen wird lediglich der Stromverbrauch der Wärmepumpen in der Trocknungsphase betrachtet	Ja	0,131

Art. 6 - In denselben Erlass wird eine Anlage 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Anlage 4 - Mindestanforderungen an Prüfstellen.

1° die Prüfstelle ist vertraut mit:

a) den Bestimmungen des Beschlusses der Kommission Nr. 2011/278/EU vom 27. April 2011 zur Festlegung EU-weiter Übergangsvorschriften zur Harmonisierung der kostenlosen Zuteilung von Emissionszertifikaten gemäß Artikel 10a der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates sowie den einschlägigen Standards und Leitlinien;

b) den für die zu prüfenden Tätigkeiten relevanten Rechts- und Verwaltungsvorschriften;

c) dem Zustandekommen aller Informationen über die einzelnen Parameter und Emissionsquellen in der Anlage, insbesondere im Hinblick auf Erfassung, messtechnische Erhebung, Berechnung und Übermittlung von Daten;

2° die Prüfstelle ist bei der Planung und Durchführung der Prüfung mit professioneller Skepsis vorgegangen; sie war sich insbesondere darüber im Klaren, dass Umstände vorliegen können, aufgrund deren die vorgelegten Informationen und Daten wesentliche Falschangaben enthalten;

3° sie hat mitgeteilte Parameter nur validiert, wenn diese mit einem hohen Grad an Sicherheit bestimmt werden konnten. Für einen hohen Grad an Sicherheit muss der Anlagenbetreiber den Verfahrensvorschriften von Artikel 23, Absatz 3 nachkommen;

4° sie hat ihre Prüfung mit einer strategischen Analyse aller Tätigkeiten begonnen, die in der Anlage durchgeführt werden, und hat einen Überblick über sämtliche Tätigkeiten und ihre Relevanz für die Zuteilung;

5° sie hat die Informationen in der Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen oder in anderen maßgeblichen Umweltgenehmigungen wie beispielsweise der Umweltgenehmigung oder der Globalgenehmigung, die ggf. aufgrund der Richtlinie 2010/75/EU ausgestellt wurde, insbesondere bei der Bewertung der installierten Anfangskapazität von Anlagenteilen berücksichtigt;

6° sie hat die inhärenten Risiken und die Kontrollrisiken analysiert, die sich aus dem Umfang und der Komplexität der Tätigkeiten des Anlagenbetreibers und den Zuteilungsparametern ergeben, und zu wesentlichen Falschangaben führen könnten, und hat auf Basis dieser Risikoanalyse einen Prüfplan aufgestellt;

7° sie hat gegebenenfalls eine Besichtigung vor Ort vorgenommen, um das Funktionieren von Zählern und Überwachungssystemen zu kontrollieren, Interviews durchzuführen und hinreichende Informationen und Belege zu erheben; soweit sie eine Besichtigung vor Ort nicht für erforderlich gehalten hat, sollte sie ihre Entscheidung gegenüber der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" umfassend rechtfertigen können;

8° sie hat den Prüfplan umgesetzt, indem sie anhand der vorgegebenen Probenahmeverfahren, Durchgangstests (walkthrough tests), Dokumentenprüfungen, Analyseverfahren und Datenprüfungen Daten erhoben hat, einschließlich etwaiger anderer maßgeblicher Informationen, auf die sie ihr Gutachten stützen wird;

9° sie hat den Anlagenbetreiber aufgefordert, alle fehlenden Daten oder fehlende Teile des Prüfpfads vorzulegen, Abweichungen bei den Parametern oder Emissionsdaten zu erklären oder Berechnungen erneut durchzuführen oder mitgeteilte Daten anzupassen;

10° sie hat einen internen Prüfbericht erstellt, worin nachgewiesen wird, dass die strategische Analyse, die Risikoanalyse und der Prüfplan vollständig durchgeführt wurden, und genügend Informationen gegeben werden, um Prüfgutachten zu untermauern. Der interne Prüfbericht dient auch dazu, der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" und der Akkreditierungsstelle eine etwaige Bewertung der Prüfung zu erleichtern;

11° sie hat auf der Grundlage der Ergebnisse des internen Prüfberichts entschieden, ob die mitgeteilten Parameter wesentliche Falschangaben enthalten und ob andere Fragen offen stehen, die für das Prüfgutachten von Belang sind;

12° sie hat ihre Prüfmethode, ihre Feststellungen und ihr Prüfgutachten in einem an den Anlagenbetreiber adressierten Prüfbericht zusammengefasst, den dieser der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" übermittelt."

Art. 7 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Februar 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie
P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/201127]

26 FEBRUARI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 betreffende de verzameling van de gegevens voor de berekening van de kosteloze toewijzing van quota's aan elke exploitant voor de periode 2013-2020

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, artikel 3, vervangen bij het decreet van 21 juni 2012, en artikel 5/4, ingevoegd bij het decreet 21 juni 2012 en gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 betreffende de verzameling van de gegevens voor de berekening van de kosteloze toewijzing van quota's aan elke exploitant voor de periode 2013-2020;

Gelet op beschikking 2014/9/EU van de Commissie van 18 december 2013 tot wijziging van de beschikkingen 2010/2/EU en 2011/278/EU tot opstelling van de lijst van de bedrijfstakken en deeltakken die worden geacht te zijn blootgesteld aan een significant CO₂-weglekrisico;

Gelet op advies nr. 2014/000986 van de autonome adviescel voor duurzame ontwikkeling, gegeven op 10 april 2014;

Gelet op het advies 56.320/4 van de Raad van State, gegeven op 4 juni 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 23 van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 betreffende de verzameling van de gegevens voor de berekening van de kosteloze toewijzing van quota's aan elke exploitant voor de periode 2013-2020, gewijzigd bij het besluit van 13 december 2012, wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

Voor een hoge mate van zekerheid moet de exploitant aan de verificateur aantonen dat :

1° de gerapporteerde parameters vrij zijn van inconsistenties;

2° de parameters verzameld zijn overeenkomstig de toepasselijke normen of beleidslijnen;

3° de desbetreffende documenten van de installatie volledig en consistent zijn.

De accreditatie van de verificateur is de accreditatie bedoeld in Verordening (EU) nr. 600/2012 van de Commissie van 21 juni 2012 inzake de verificatie van broeikasgasemissie- en tonkilometersverslagen en de accreditatie van verificateurs krachtens Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad, en het toepassingsgebied van de accreditatie bevat minstens de activiteitengroep bedoeld in bijlage I bij Verordening nr. 600/2012, die overeenstemt met de activiteit gevoerd door de exploitant en waarvoor de verificateur de verificatie van de gegevens uitvoert.

Naast de eisen omschreven in Verordening nr. 600/2012, moet de verificateur de minimumeisen bedoeld in bijlage 4 naleven.”.

Art. 2. In artikel 24 van hetzelfde besluit wordt het derde lid opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde besluit worden de artikelen 28/1 en 28/2 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 28/1. Om de gegevens bedoeld in de artikelen 24, 27 en 28 te verstrekken, gebruikt de exploitant het formulier vastgelegd door de Minister bevoegd voor Klimaat en beschikbaar op het elektronisch platform ”ETSWAP” van het ”Agence wallonne de l’Air et du Climat” (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat).

Art. 28/2. In het kader van de voorbereiding van de beslissingen van de Regering bedoeld in de artikelen 4, § 1, eerste lid, 5, eerste lid, 5/1, eerste lid, 5/2, § 1 en § 2, derde lid en 5/3, eerste lid, van het decreet, is de voorzitter van het directieorgaan van het ”Agence wallonne de l’Air et du Climat” of zijn afgevaardigde belast met de onderhandelingen met de Europese Commissie.”.

Art. 4. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de woorden ”van Leefmilieu” vervangen door de woorden ”bevoegd voor klimaat”.

Art. 5. § 1. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 13 december 2012, worden de rubrieken van punt 1 die overeenstemmen met de productbenchmarks ”Pleisterkalk” en ”Droogsecundair gips” respectievelijk vervangen als volgt :

Productbenchmark	Bepaling van de betrokken producten	Bepaling van de betrokken processen en emissies (systeemgrenzen)	Blootstelling aan CO ₂ -weglekrisico zoals bepaald bij Besluit 2010/2/EU voor 2013 en 2014	Benchmark- waarde (emissierechten/t)
Pleisterkalk	Pleisterkalk op basis van gebrand gips of calciumsulfaat (o.a. voor gebruik in gebouwen, bewerking van weefsels of behangpapier, tandheelkunde of bodemsanering), in ton stucgips. Alfacgips valt niet onder deze productbenchmark	Alle processen die direct of indirect verband houden met de productiefasen malen, drogen en branden, zijn inbegrepen	ja	0,048
Droogsecundair gips	Droog secundair gips (synthetisch gips ontstaan als gerecycled bijproduct in energiecentrales of als gerecycled materiaal uit bouwafval en afbraakmateriaal), uitgedrukt in ton product	Alle processen die direct of indirect verband houden met het drogen van secundair gips zijn inbegrepen	ja	0,017

§ 2. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 13 december 2012, wordt de rubriek van punt 2 die overeenstemt met de productbenchmark ”gipsplaat” vervangen als volgt:

Productbenchmark	Bepaling van de betrokken producten	Bepaling van de betrokken processen en emissies (systeemgrenzen)	Blootstelling aan CO ₂ -weglekrisico zoals bepaald bij Besluit 2010/2/EU voor 2013 en 2014	Benchmark- waarde (emissierechten/t)
Gipsplaat	De benchmark omvat planken, platen, panelen, tegels, soortgelijke artikelen van pleister/samenstellingen op basis van pleister, al dan niet bekleed/verstevigd met enkel papier/karton, met uitzondering van met pleister verkleefde/versierde artikelen (in ton stucgips). Gipsvezelplaten met hoge dichtheid vallen niet onder deze productbenchmark	Alle processen die direct of indirect verband houden met de productiefasen malen, drogen, branden en platen drogen, zijn inbegrepen. Voor de bepaling van indirecte emissies wordt enkel het elektriciteitsverbruik van de in de droogfase gebruikte warmtepompen in aanmerking genomen	Ja	0,131

Art. 6. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 4, luidend als volgt :

"Bijlage 4. Minimumeisen met betrekking tot de verificateurs.

1° de verificateur is vertrouwd met :

a) de bepalingen van Besluit 2011/278/EU tot vaststelling van een voor de hele Unie geldende overgangsregeling voor de geharmoniseerde kosteloze toewijzing van emissierechten overeenkomstig artikel 10*bis* van Richtlijn 2003/87/EG, alsook alle relevante normen en richtsnoeren;

b) de wet- en regelgevende en administratieve vereisten die van toepassing zijn op de geverifieerde activiteiten;

c) de totstandkoming van alle informatie over elke parameter of emissiebron in de installatie, met name wat de verzameling, meting, berekening en rapportage van de gegevens betreft;

2° de verificateur dient bij het plannen en uitvoeren van de verificatie de gepaste professionele sceptis aan de dag te leggen, in het besef dat er zich omstandigheden kunnen voordoen waardoor de overgelegde informatie en gegevens beduidende onjuiste opgaven bevatten;

3° de verificateur dient alleen gerapporteerde parameters te valideren die met een hoge mate van zekerheid zijn bepaald. Voor een hoge mate van zekerheid moet de exploitant voldoen aan de eisen van artikel 23, derde lid;

4° de verificateur dient het verificatieproces aan te vatten met een strategische analyse van alle in de installatie verrichte relevante activiteiten en heeft een overzicht van alle activiteiten en hun belang voor de toewijzing;

5° de verificateur dient rekening te houden met de informatie die is vervat in de vergunning voor broeikasgasemissies of in de andere relevante milieuvergunningen, zoals de milieuvergunning of de eenmalige vergunning, desgevallend verleend krachtens Richtlijn 2010/75/EU, met name bij de beoordeling van de aanvankelijk geïnstalleerde capaciteit van subinstallaties;

6° de verificateur dient de intrinsieke risico's en controlerisico's te analyseren die met de omvang en de complexiteit van de activiteiten van de exploitant en met de toewijzingsparameters samenhangen en die zouden kunnen resulteren in beduidende onjuiste opgaven, en dient aan de hand van deze risicoanalyse een verificatieplan op te stellen;

7° de verificateur dient indien nodig de locatie te bezoeken om de werking van de meet- en monitoringsystemen te inspecteren, zich bij de betrokkenen te informeren en voldoende informatie en bewijsmateriaal te verzamelen. Indien de verificateur een bezoek aan de locatie niet nodig heeft geacht, dient hij dit besluit ten aanzien van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" volledig te kunnen verantwoorden;

8° de verificateur dient het verificatieplan uit te voeren door het verzamelen van gegevens in overeenstemming met de gedefinieerde steekproefmethoden, walkthrough-tests, toetsing van documenten, analytische procedures en procedures voor de toetsing van gegevens, met gebruikmaking van alle relevante aanvullende aanwijzingen waarop hij zijn verificatieadvies zal baseren;

9° de verificateur dient de exploitant te verzoeken eventueel ontbrekende gegevens alsnog te verstrekken of ontbrekende delen van het controletraject aan te vullen, afwijkingen in parameters of de emissiegegevens te verklaren of berekeningen te herzien, dan wel de gerapporteerde gegevens bij te stellen;

10° de verificateur dient een intern verificatieverslag voor te bereiden. Dit verificatieverslag bevat het bewijsmateriaal waaruit blijkt dat de strategische analyse, de risicoanalyse en het verificatieplan onverkort zijn uitgevoerd, en bevat voldoende informatie om daarop het verificatieadvies te baseren. Het interne verificatierapport moet ook een eventuele beoordeling van de verificatie door het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" of een accreditatie instantie vergemakkelijken;

11° de verificateur dient te beoordelen of de gerapporteerde parameters beduidende onjuiste opgaven bevatten en of er sprake is van andere aandachtspunten die relevant zijn voor het verificatieadvies op basis van de bevindingen in het interne verificatieverslag;

12° de verificateur dient de verificatiemethodiek, alsook zijn bevindingen en het verificatieadvies voor te leggen in een aan de exploitant gericht verificatieverslag, dat de exploitant bij "het Agence wallonne de l'Air et du Climat" moet indienen."

Art. 7. De Minister bevoegd voor Klimaat is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 februari 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN